

COVID-19 Suivi des Impacts

Au niveau des ménages

Burkina Faso



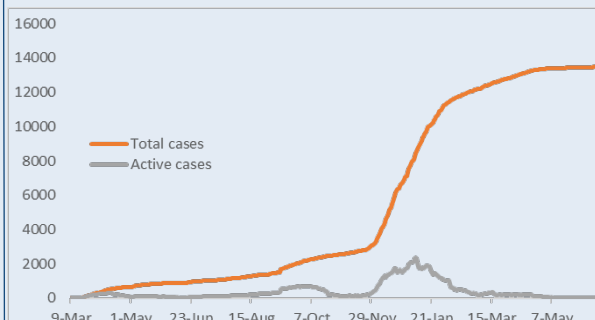
Bulletin No.10 — Juin 2021

MESSAGES CLES

- Plus d'un répondant sur cinq a déclaré ne pas souhaiter se faire vacciner contre la Covid-19. La proportion des personnes qui sont contre le vaccin est plus élevée dans les zones urbaines.
- Les principales raisons de ne pas se faire vacciner sont la préoccupation concernant les effets secondaires et la fiabilité des vaccins, et les doutes sur l'efficacité des vaccins.
- Les ménages vivant dans d'autres zones urbaines autres que Ouagadougou étaient les plus touchés par le manque d'eau potable, tandis que les ménages ruraux souffraient plus d'insuffisance d'eau et de savon pour se laver les mains.
- Les ménages des zones urbaines utilisent l'épargne comme mécanisme d'adaptation aux chocs, tandis que dans les zones rurales, la majorité repose sur la vente des actifs familiaux.
- Les habitants de Ouagadougou ont utilisé des crédits principalement à des fins de logement et pour l'achat de biens de consommation non alimentaires. Dans les zones rurales, les crédits ont été principalement utilisés pour acheter des produits alimentaires, payer les services de santé et les intrants agricoles.

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



168 Décès **13295** Patients guéris

Source: INSD (en date du 17 Juin 2021)



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du dixième passage d'une enquête téléphonique représentative à l'échelle nationale (HFPS). La collecte des données a eu lieu entre le 25 mai et le 17 juin 2021. En plus des 1971 ménages interviewés avec succès au neuvième passage, dans un effort pour maintenir la taille de l'échantillon, 15 ménages supplémentaires qui n'avaient pas été interviewés avec succès dans les passages précédents mais n'ont pas refusé à participer à l'enquête ont été appelés à ce dixième passage. 3 ménages ont été exclus de l'échantillon du dixième passage car ils ont refusé de participer aux passages 8 et 9, et 9 ménages ont été exclus car ils n'ont pas été contactés au cours des trois derniers passages consécutifs. Au total, 1957 ménages (98,54% des 1986 tentatives) ont été contactés et 1946 (97,99%) ont été interrogés avec succès lors de ce dixième passage. Les modules suivants ont été administrés lors du dixième passage : liste des membres ; santé mentale ; connaissances concernant la propagation de la Covid-19 ; comportement et distanciation sociale ; test et vaccination Covid-19 ; accès aux services de base ; crédit ; emploi et revenus (en mettant l'accent sur les activités d'élevage) ; la sécurité alimentaire ; autres revenus ; chocs ; les inquiétudes concernant l'impact de la Covid-19 sur la santé personnelle et la richesse financière du ménage ; la fragilité, les conflits et la violence. Cette note porte sur : la vaccination contre la Covid-19, l'accès aux services de base, les crédits, les chocs, les préoccupations concernant l'impact de la Covid-19, et la fragilité, les conflits et la violence.



VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Il a été demandé aux personnes interrogées si elles souhaitent être testées gratuitement pour la Covid-19. Près de 15% des répondants refuseraient le test. 3,4% supplémentaires ont déclaré ne pas être sûrs d'accepter un test Covid-19. Il y a des différences entre les résidents de Ouagadougou et les répondants vivant dans le reste du pays. Seuls 6,6% des personnes interrogées vivant dans la capitale sont contre le test Covid-19, alors que cette proportion reste à un niveau similaire pour les autres lieux de résidence urbains et ruraux (environ 15%). Des tendances similaires ont également été observées pour les répondants pauvres et non pauvres. Les réponses désagrégées selon le sexe du répondant montrent de grandes similitudes entre les deux genres. Le dixième passage a également étudié la volonté de participer à une campagne de vaccination. Plus d'un répondant sur cinq (21,6%) a déclaré ne pas vouloir se faire vacciner contre la Covid-19. La proportion des personnes qui sont contre le vaccin est plus importante en milieu urbain (Ouagadougou et autres urbains, 26% et 33,7% respectivement) qu'en milieu rural (15%). Les répondants membres de ménages pauvres sont plus susceptibles de participer à une campagne de vaccination que les membres de ménages non pauvres. Les principales raisons pour ne pas vouloir le vaccin sont : i) la préoccupation concernant les effets secondaires (47,25%) ; ii) le vaccin est perçu comme non sûr (29,5%) ; iii) les répondants pensent que les vaccins n'est pas efficace (11,4%). La part des personnes interrogées qui s'inquiètent des effets secondaires atteint 66% si l'on considère uniquement les habitants de Ouagadougou. Les réponses des personnes interrogées vivant dans d'autres zones urbaines montrent moins d'inquiétudes concernant les effets secondaires que les personnes interrogées vivant dans la capitale, mais plus de scepticisme quant à l'efficacité du vaccin et à sa sûreté.

Figure 1: Volonté d'être testé pour COVID-19 (non et pas sûr)

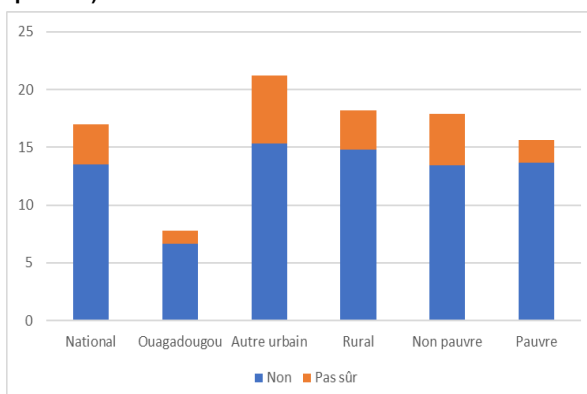
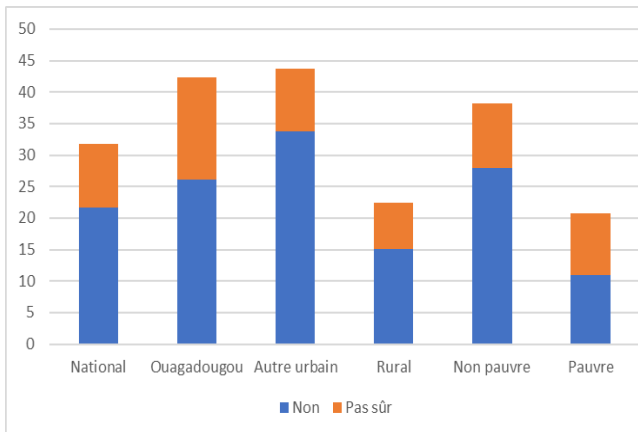
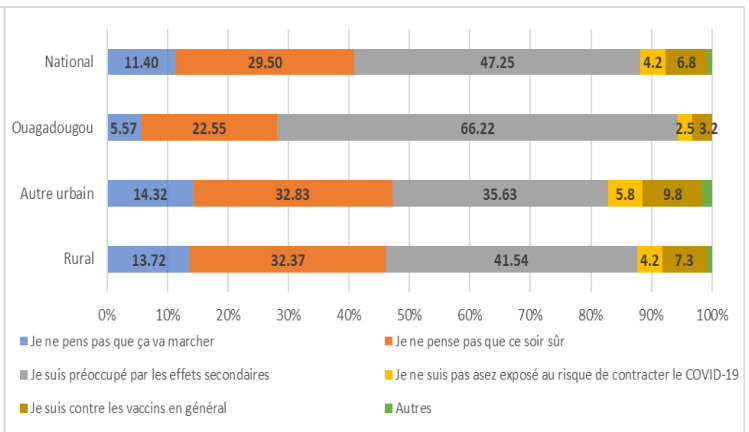
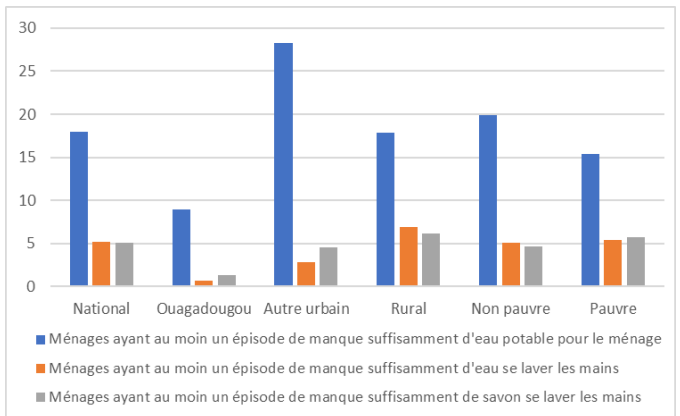
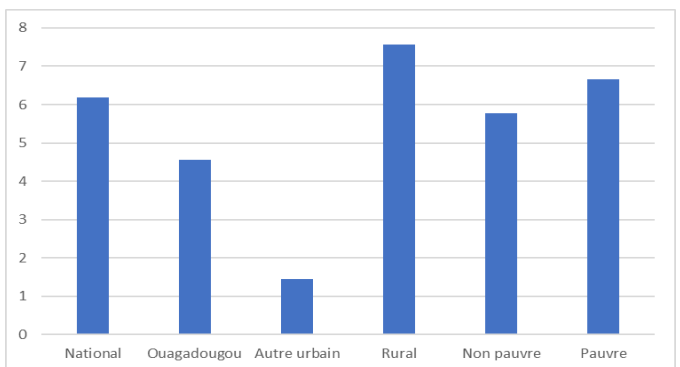


Figure 2 : Volonté de se faire vacciner contre la Covid-19 (Non et Pas sûr)**Figure 3 : Raisons pour être contre le vaccin contre la Covid-19**

ACCES A LA NOURRITURE ET AUX SERVICES DE BASE

Près d'un ménage sur cinq a connu au moins un épisode d'insuffisance d'eau potable au cours des 7 jours précédant l'enquête. Une désagrégation selon le lieu de résidence montre d'énormes différences entre la population vivant à Ouagadougou et dans le reste du pays. Dans la capitale, seule une partie résiduelle de la population a connu des épisodes de manque d'eau (0,6%) et de savon (1,3%) pour se laver. Les autres ménages urbains et ruraux étaient les plus susceptibles de souffrir d'un manque d'accès aux éléments pour le lavage des mains. Les ménages vivant dans d'autres zones urbaines ont été les plus touchés par le manque d'eau à boire (28%), tandis que les ménages ruraux souffraient plus d'insuffisance d'eau (6,8%) et de savon (6,1%) pour se laver les mains que ceux des zones urbaines (2,8% et 4,5 % respectivement). Le dixième passage a également étudié le taux de retour à l'école des membres du ménage en âge de scolarisation (ceux âgés entre 5 et 18 ans). Après la réouverture en octobre 2020 des différents établissements d'enseignement, et ce pour tous les niveaux, 6,1% des ménages n'ont pu re-envoyer aucun de leurs enfants à l'école. Lorsque les données sont désagrégées au niveau du lieu de résidence (figure 5), il est possible de constater que la part des ménages ruraux qui n'ont re-envoyé aucun de leurs enfants à l'école est supérieure à la moyenne nationale (7,55%), tandis que les ménages urbains présentent un taux plus faible d'abandon scolaire complet de leurs enfants (4,56% et 1,45% pour Ouagadougou et les autres zones urbaines, respectivement). Des difficultés similaires pour les ménages pauvres sont confirmées lorsque les comparaisons ménages pauvres/non pauvres sont prises en compte. Dans ce cas, une part plus élevée de ménages pauvres (6,6%) n'a pu re-envoyer aucun de leurs enfants à l'école, contre 5,76% pour les ménages non pauvres.

Figure 4 : Ménage avec accès insuffisant aux besoins de base en matière de lavage au cours des 7 derniers jours**Figure 5 : Ménages qui n'ont pu re-envoyer aucun des enfants à l'école après la réouverture en octobre 2020**

CREDIT

Au dixième passage, les interviewés ont répondu aux questions sur l'obtention d'un crédit au cours des 12 derniers mois. Pour un ménage sur cinq, au moins un membre du ménage a eu accès au crédit. A l'exclusion de Ouagadougou, la figure 6 montre qu'il n'y a pas de différence significative dans l'accès au crédit selon le milieu de résidence ou le statut de pauvreté. Au niveau national, la principale source de crédit ce sont les amis et la famille (59,6%), suivis des institutions de microfinance (12,2%) et des banques (10,5%). Il y a des différences notables selon le milieu de résidence. A Ouagadougou, les ménages ont davantage recours aux institutions formelles comparativement aux autres milieux. A Ouagadougou, près d'un crédit sur deux a été accordé par des banques, et pour seulement 23% des crédits, la source principale était les amis et la famille. La tendance est à l'inverse lorsque l'on considère les autres zones urbaines et le milieu rural. Alors que le reste des sources a des parts similaires entre les trois zones (avec une légère augmentation de la société coopérative fournissant des crédits aux ménages ruraux), les amis et les parents sont la principale source de crédit dans les autres zones urbaines (52,8%) et rurales (66,8%). De plus, la structure de l'économie rurale au Burkina Faso montre que les banques sont quasi-absentes dans l'octroi de crédits aux ménages ruraux (seulement 1,6% de ceux qui ont obtenu un crédit auprès d'une banque). Pour les ménages pauvres et non pauvres, la tendance est similaire, avec une présence légèrement accrue des institutions bancaires et de microfinance dans l'octroi de crédits aux ménages pauvres.



CREDIT

Figure 6 : Proportion des ménages qui ont eu accès au crédit au cours des 12 derniers mois

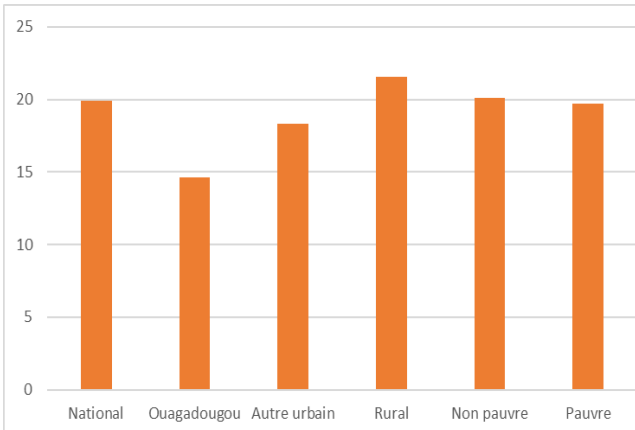
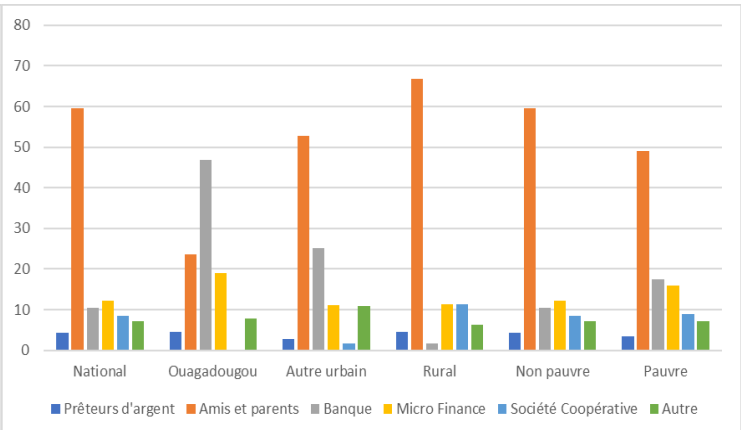


Figure 7 : Principale source du crédit¹



¹ Les répondants étaient autorisés à fournir plus d'une source principale pour les crédits obtenus

Les figures 8 et 9 illustrent l'utilisation qui a été faite des crédits obtenus par les ménages au cours des 12 derniers mois. Au niveau national, les crédits obtenus ont été utilisés principalement pour : i) l'achat de produits alimentaires (31,3%) ; ii) les paiements pour les soins de santé (22,6%) ; et iii) l'achat d'intrants agricoles (16,99%). Il existe des différences substantielles selon le milieu de résidence. Les habitants de Ouagadougou ont utilisé des crédits principalement à des fins de logement (23,28%) et pour l'achat de biens ou services de consommation non alimentaires (14,7%). Les résidents des autres zones urbaines ont utilisé des crédits principalement pour l'achat de produits alimentaires (39%) et l'achat de capitaux d'entrée pour les entreprises non agricoles (22%), tandis que dans les zones rurales, les crédits ont été principalement utilisés pour l'achat de nourriture (33,2%), les paiements pour les services de santé (26,6%) et l'achat d'intrants agricoles (22,6%).

Figure 8 : Objet du crédit

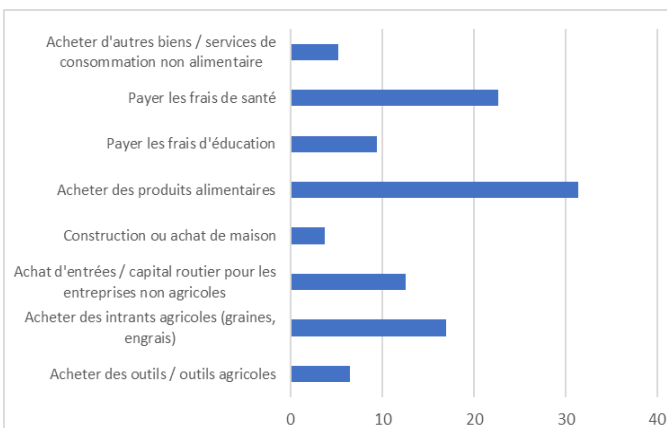
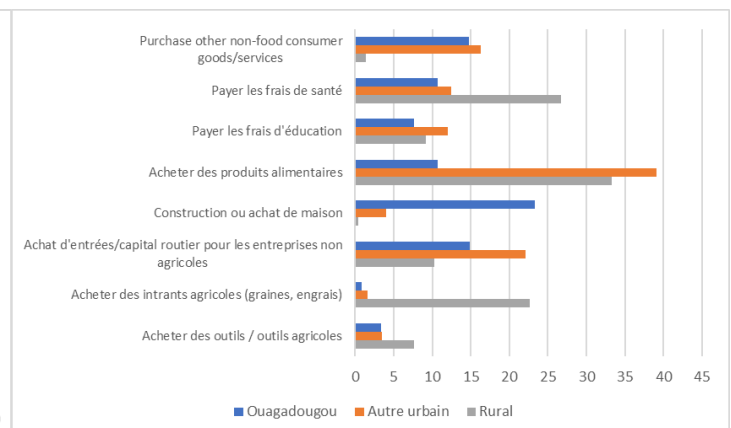


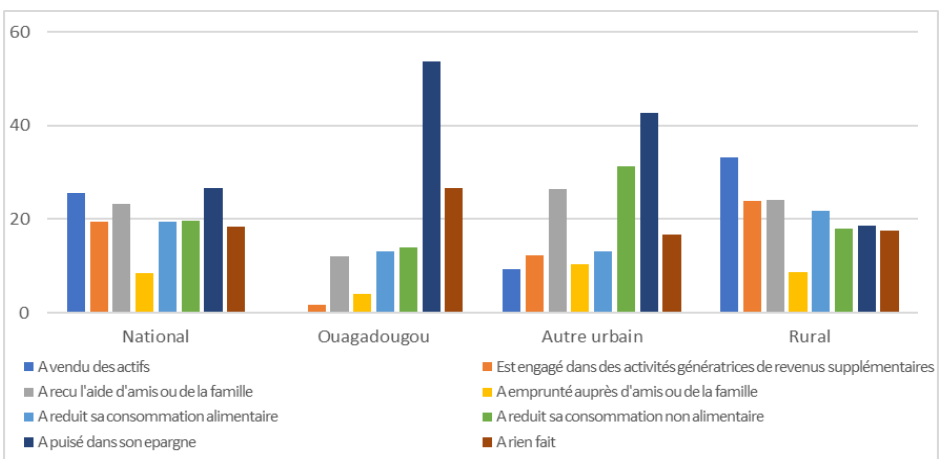
Figure 9 : Objet des crédits (par lieu de résidence)



CHOCS

L'enquête comprend un module sur les chocs subis par les ménages et leurs stratégies d'adaptation. La quasi-totalité des ménages burkinabés (97%) ont subi entre 1 et 3 chocs au cours des deux mois précédant l'enquête. L'analyse selon les zones de résidence montre que le nombre moyen de chocs est beaucoup plus faible pour les ménages à Ouagadougou. En revanche, il n'y a pas de différences significatives dans le nombre de chocs subis par ceux des autres zones urbaines et ceux des zones rurales. Les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages sont présentées dans la figure 10. Les ménages à Ouagadougou et dans d'autres zones urbaines étaient plus susceptibles de compter sur leur épargne pour atténuer l'impact des chocs (53,7% et 42,6% respectivement), tandis que dans les zones rurales, la principale stratégie adoptée par les ménages était la vente des actifs familiaux (33,2 %).

Figure 10 : Stratégie d'adaptation des ménages face aux chocs



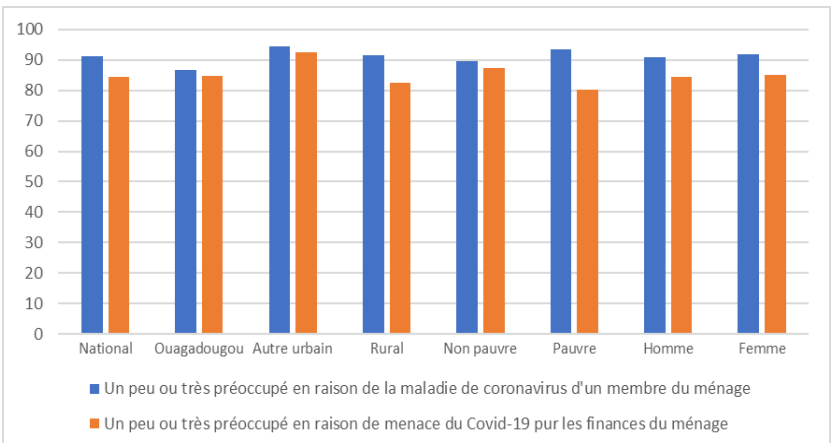


PREOCCUPATIONS

Le 10^{ème} passage de cette enquête téléphonique à haute fréquence a porté sur les principales préoccupations des ménages après une année de pandémie. Les questions sur les préoccupations des ménages se sont concentrées sur la maladie due au corona virus et sur la menace de la pandémie de sur les finances des ménages.

La figure 11 montre la proportion des ménages préoccupés ou très préoccupés par les effets de la pandémie de Covid-19 sur les sujets décrits ci-dessus. Neuf répondants sur dix (92%) ont exprimé un niveau élevé de préoccupations et d'appréhensions concernant la possibilité qu'un membre de la famille puisse contracter la Covid-19. Cette proportion est légèrement inférieure lorsqu'on l'interroge sur la menace du Covid-19 sur les finances des ménages (84,5%). Les données ventilées par statut de pauvreté montrent que les répondants issus de familles non pauvres sont légèrement plus préoccupés (87,4%) par l'effet de la pandémie de Covid-19 sur les finances des ménages, comparer aux ménages pauvres (80%). La crainte qu'un membre de la famille contracte le virus Covid-19 est à peu près la même pour les pauvres et les non-pauvres (environ 90 %). De plus, les données ventilées par sexe du montrent des tendances similaires pour les groupes d'hommes et de femmes (91 % pour la maladie de Covid-19 et 85 % pour la menace de la Covid-19 sur les finances des ménages).

Figure 11 : Proportion des ménages préoccupés ou très préoccupés par les conséquences de la Covid-19

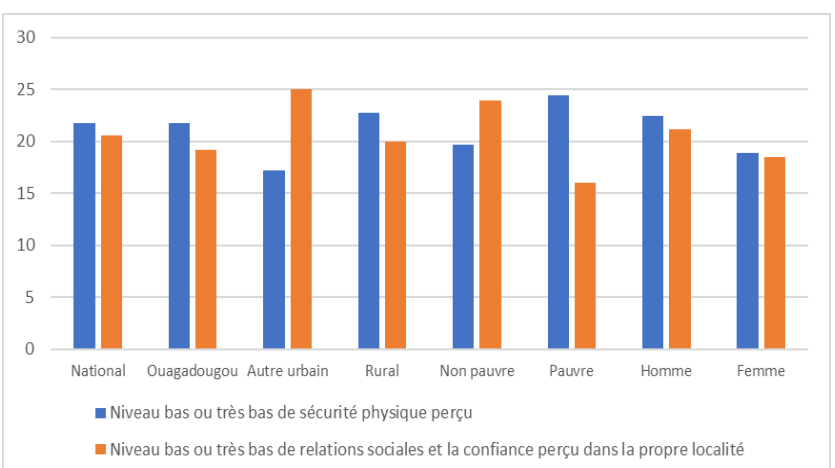


CONFLICT ET VIOLENCE

L'enquête posait des questions sur le niveau de sécurité perçu par les ménages dans leur lieu de vie. Lors du 10^{ème} passage, les personnes interrogées ont répondu à des questions sur le niveau perçu de sécurité physique et sur la qualité des relations sociales et de la confiance dans les zones où elles se trouvent.

Au niveau national, une proportion similaire de répondants (un sur cinq) s'inquiète de leur sécurité physique (21,7%) et du niveau des relations sociales dans leur lieu de résidence (20,62%). Cette proportion n'est pas la même dans les strates. Alors que les données pour Ouagadougou et les zones rurales sont similaires (22% et 19% pour la sécurité physique et le niveau des relations sociales pour les deux zones), 25% des habitants des autres zones urbaines ont des inquiétudes au niveau des relations sociales et seulement 17% des répondants s'inquiètent du niveau perçu de sécurité physique. Un écart similaire est visible le long de la distribution du bien-être. Les répondants des ménages pauvres sont plus préoccupés par le niveau de sécurité physique que les répondants non pauvres, tandis que la tendance est inversée pour le niveau des relations sociales et la confiance perçue dans la communauté locale. En effet, pour ces derniers, seuls 16% des répondants appartenant à des ménages pauvres ont des inquiétudes. Cette proportion augmente à 23,9% lorsque les répondants des ménages non pauvres sont pris en compte. De plus, les données ventilées par sexe montrent une plus grande proportion d'hommes interrogés inquiets pour les deux sujets (22,4 % pour la sécurité physique et 21,14 % pour les relations sociales) par rapport aux femmes (18,8 % et 18,5 %, respectivement).

Figure 12 : Proportion des ménages qui perçoivent un niveau faible et très faible de relation sociale et de sécurité physique dans leur lieu de vie



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimpo Nkengne, Marco Tiberti, Prospere Backiny-Yetna et Marco Costantini de la Banque mondiale, Zakaria Koncoba de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nogue, Pierella Paci, Johan A. Mistiaen, Jean-Pierre Chauffour, Boureima Ouedraogo, et Jean Edouard Odilon Doamba.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n/>



WORLD BANK GROUP